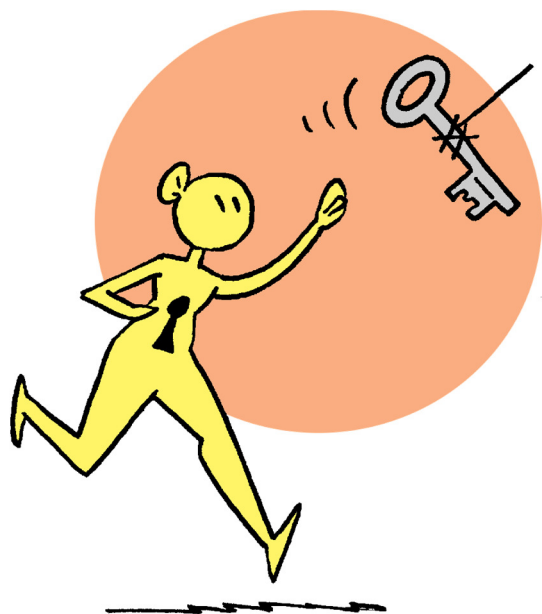


L'info ^{n°22} c'est clair !

L'avortement, un droit fragile

Aux États-Unis, depuis le 24 juin 2022, l'avortement n'est plus un droit pour toutes les femmes. Des États l'ont interdit. Des femmes enceintes ne sont plus libres d'arrêter leur grossesse si elles le souhaitent. Dans le monde, elles sont des millions à ne pas avoir ce choix. Mais ce retour en arrière aux États-Unis, rapide, a créé un choc. Il rappelle que le combat pour les droits des femmes, souvent long et difficile, n'est jamais fini. En France, des femmes se sont battues pour obtenir la possibilité d'avorter. Mais, aujourd'hui encore, ce n'est pas toujours simple !



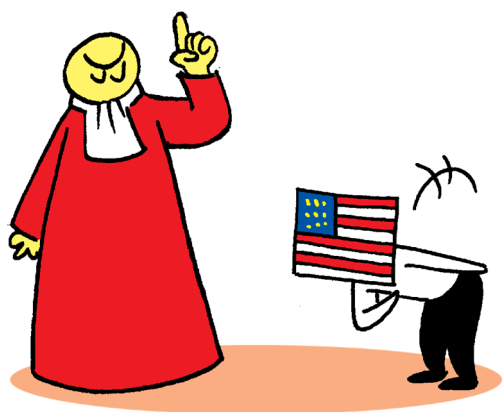
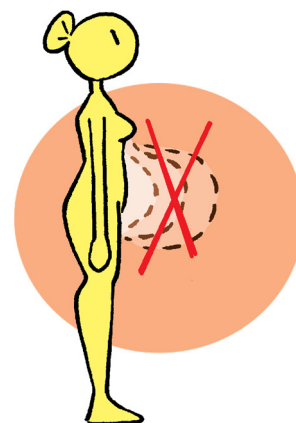
Plus un droit pour toutes

Aux États-Unis, depuis le 24 juin 2022, chaque État peut décider d'autoriser ou non l'avortement. En août, déjà 13 États l'avaient interdit ou se préparaient à le faire. Pour les femmes qui y vivent, il est devenu très difficile d'avorter. Au total, plus de la moitié des États pourraient refuser aux femmes le droit à l'IVG ou le limiter fortement.

IVG, de quoi parle-t-on ?

L'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG), aussi appelée avortement, c'est la possibilité pour une femme enceinte d'arrêter sa grossesse.

Dans les pays qui autorisent l'IVG, il y a des dates à respecter pour demander cette aide médicale.



Qu'est-ce que la Cour Suprême ?

Aux États-Unis, la Cour Suprême est le tribunal le plus puissant, celui qui a le plus de pouvoir. Son rôle est de dire si les lois votées par les États-Unis, ou par chacun des États, respectent la Constitution de 1789 (texte de lois qui organise le fonctionnement du pays).

Depuis plusieurs années, la Cour Suprême compte 9 juges. Ils sont choisis par les Présidents des États-Unis. Ils gardent leur place jusqu'à leur mort.

Droit à la vie privée

En 1973, 2 avocates ont demandé l'avis de la Cour Suprême sur l'avortement. Elles défendaient Jane Roe (un faux nom pour protéger son identité). Cette jeune femme de 21 ans, célibataire, enceinte pour la 3^{ème} fois, souhaitait avorter. Elle vivait au Texas où l'IVG était un crime. Avec ses avocates, Jane Roe a décidé de porter plainte contre l'État du Texas et Henry Wade, son représentant devant les tribunaux.

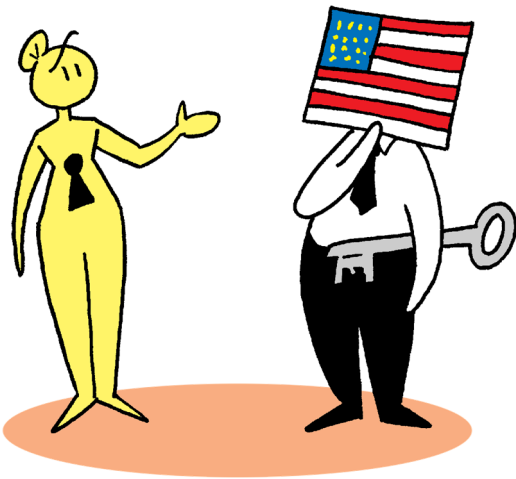
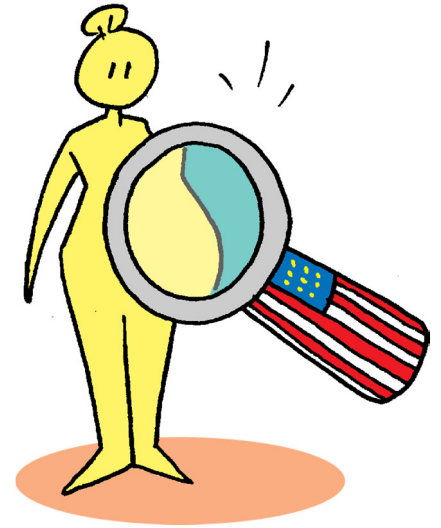


La Cour Suprême a alors dû étudier la situation. 7 des 9 juges ont déclaré que les femmes avaient le droit au respect de leur vie privée, selon la Constitution de 1789. Elles devaient être libres d'arrêter ou non leur grossesse car c'est un choix personnel. Par cette décision, connue sous le nom « arrêt Roe vs Wade », la Cour Suprême a protégé le droit à l'avortement des Américaines dans tout le pays.

Que s'est-il passé en juin ?

En juin 2022, la Cour Suprême était de nouveau appelée à donner son avis sur l'avortement. 6 juges sur 9 ont voté pour l'annulation de « l'arrêt Roe vs Wade ». 3 d'entre eux ont été nommés par l'ancien Président Donald Trump. Ils partagent ses idées, mais pas toujours celles des Américains (2 sur 3 seraient pour le droit à l'avortement). Pour les juges, la Constitution américaine de 1789 ne parlait pas de l'avortement quand elle défendait le droit à la vie privée. Ils ont déclaré que, dans chaque État, c'est aux élus et aux citoyens de décider si l'avortement doit être autorisé ou non. Aussitôt, des États (le Texas, l'Utah, l'Arkansas...) ont interdit l'avortement ou l'ont très fortement limité, le permettant seulement quand la vie de la femme est en danger et parfois en cas de viol ou d'inceste.

21 États comme la Californie et Washington ont voté des lois pour protéger le droit à l'avortement.



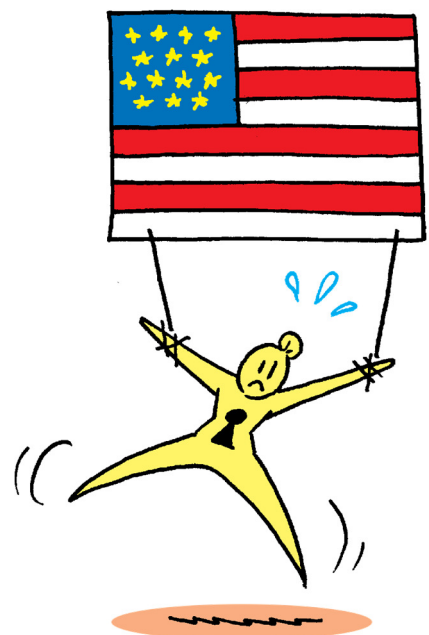
Qu'est-ce que cela change ?

Une partie des Américaines n'ont plus la possibilité d'avorter. Dans les États où c'est interdit, les centres de santé qui réalisaient des IVG ont fermé. Les premières victimes sont les femmes pauvres qui ne peuvent pas payer le voyage pour avorter dans un autre État. Cela peut provoquer des situations catastrophiques.

Des situations terribles

En juin, dans l'Ohio, une fillette de 10 ans, enceinte suite à un viol, a dû se déplacer dans un autre État pour avorter.

En août, en Louisiane, Nancy Davis a appris que son bébé avait une malformation à la tête, il ne pouvait vivre que quelques minutes ou quelques heures après la naissance. Mais elle ne pouvait pas avorter dans l'État où elle vivait. Elle a témoigné : « *C'est difficile, vous savez, de savoir que je porte ce bébé dans mon ventre, seulement pour l'enterrer ensuite.* » En Floride, la justice a jugé qu'une adolescente de 16 ans, sans parents, sans argent, toujours à l'école... n'était pas assez adulte dans sa tête pour avorter. Des élues américaines, choquées, ont déclaré : « *Comment peut-on juger qu'elle est trop jeune pour avorter mais pas pour devenir mère et élever un enfant ?* » « *Au lieu de l'écouter et de la croire, l'État la force à avoir un enfant.* »



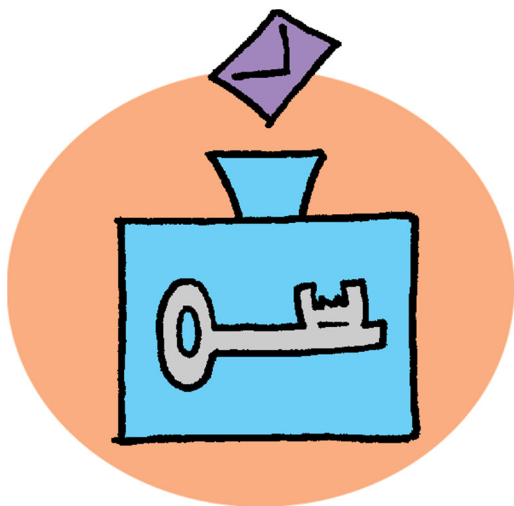
Des solidarités s'organisent

Dès l'annonce de la décision de la Cour Suprême, des manifestations ont été organisées aux États-Unis, mais aussi dans le monde. Les dons aux associations qui défendent le droit à l'avortement ont augmenté.

Dans les États où l'IVG est autorisée, des personnes proposent leur aide aux femmes qui doivent faire le voyage pour avorter. Elles le font sur les réseaux sociaux avec des codes secrets : « *Tu veux faire du camping dans un État où c'est autorisé ? Je serais heureuse de t'y emmener et de t'accueillir pour que tu puisses te reposer et cela sans en parler à personne* ».

En 2018, 72 % des Américains se disaient prêts à apporter leur aide à une personne de leur famille ou à une amie qui souhaiterait avorter.

Des entreprises s'engagent pour que leurs employés puissent accéder à l'avortement en finançant les dépenses de santé ou le voyage dans un autre État.



Pour que cela change : le vote

En novembre 2022, les Américains voteront. Ils pourront choisir des candidats qui défendent l'avortement pour changer les lois de leur État.